

Saïd Bouamama

Socio-économiste, chargé de recherche à l'IFAR de Lille
(Intervention Formation Action Recherche)

La construction des « petits blancs » et les chemins du politique

Vingt ans après la marche pour l'égalité, l'actualité médiatique et politique est dominée par une mise en scène de la peur : danger intégriste, affaire du foulard, discours sur l'insécurité. Les jeunes issus de la colonisation sont construits en barbares et en délinquants. Vingt ans après les quartiers populaires sont construits comme espace de la « racaille » et comme territoire à reconquérir par la république. La texture de ce discours sur les quartiers populaires et en particulier sur leurs habitants issus de la colonisation est celle de l'autoritarisme et de la répression. Comment expliquer ce retournement ?

Précarisation, ghettoïsation sociale et ethnicisation

En l'espace de deux décennies les quartiers populaires sont passés du statut de « contre-société » à celui de « ghetto », enfermés dans des frontières invisibles mais de plus en plus infranchissables. Il ne s'agit pas ici d'adopter un discours nostalgique sur un passé populaire qui était largement caractérisé par des inégalités en raison de l'origine ou du genre. Il est simplement question de prendre en compte des mutations sociales qui aggravent la concurrence au sein des milieux populaires pour l'accès aux droits et qui de ce fait marginalisent encore plus les plus dominés.

Précarisation :

Les grandes restructurations industrielles de la décennie quatre-vingt se traduisent par une massification du chômage et par une précarisation de grande ampleur. Si l'ensemble de la population ouvrière est touchée, la génération des parents des « marcheurs » l'est encore plus du fait des secteurs industriels dans lesquels ils sont employés : l'automobile, les mines, la sidérurgie, le textile, etc. Ces parents immigrés jouent à cette période la fonction dévolue économiquement à l'immigration dans une économie capitaliste : celle de variable d'ajustement fonctionnant selon la formule « premiers embauchés, premiers licenciés¹ ». L'évaluation de ces « coûts invisibles » des restructura-

parce qu'elle heurte les cadres policiers locaux, ne conduise à durcir la réalité sur le terrain (tandis que s'apaisent les condamnations en audience..).

Je ne poursuis pas là l'évocation de ces mille possibles. Soulignons simplement que ni la métaphore de la « vie nue », ni encore une perception seulement centrée sur le fatalisme des déviations ne peuvent rendre compte des formes politiques en banlieue. Tout tend à faire de cette notion, « la » banlieue, un artefact sociologique, du moins en sociologie politique. On a vu les effets multiples des caractéristiques urbaines, spatiales, démographiques, etc. de Dammarie. Il y a dans les sociologies de l'impuissance politique des banlieues une commune *indifférence à la force des situations concrètes*. Il ne suffit pas de documenter qu'existe de la vie dans les cités, ni de déplorer la misère des zones urbaines sensibles ; il faut comprendre comment s'inventent, dans la confrontation aux pesanteurs des lieux et aux manœuvres de l'adversaire, toujours singulières, des formes politiques nouvelles.

- 1 G. Agamben, *État d'exception. Homo Sacer*. Paris, Le Seuil, coll. « L'ordre philosophique », 2003.
- 2 G. Agamben, *Moyens sans fins. Notes sur la politique*. Paris, Rivages, 1995, p. 53.
- 3 P. Bourdieu, « La démission de l'État », in *La Misère du monde*. Paris, Le Seuil, coll. « Libre examen », 1993, p. 226.
- 4 Au-delà de l'ouvrage pionnier de François Dubet, je pense ici aux travaux d'Olivier Masclat, Stéphane Beaud et Michel Pialoux, ou Dominique Duprez et Michel Kokoreff.
- 5 Cette recherche procède d'une rencontre en mai 2002 avec les militants du lieu, prolongée depuis lors et jusqu'à ce jour par de nombreuses observations, ainsi que par une analyse quantitative portant sur des affaires jugées de 1965 à 2003 au tribunal de Melun (CESDIP, coll. « Études et données pénales », à paraître en avril 2005 sur www.cesdip.com). J'avais rendu compte, avec Emmanuelle Cosse, dans le numéro 21 de la revue *Vacarme* (p. 13-43), de premières observations, où sont produits une chronologie complète des événements, quelques documents originaux et extraits d'entretiens (voir www.vacarme.eu.org).
- 6 Ce en quoi ils se distinguent des expériences communes de socialisation politique (cf. O. Ihl, « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, 2-3, 52, 2002, pp. 125-144).
- 7 Sur la question des communautés d'expérience dans la problématique de l'engagement politique, voir Fr. Sawicki, « Les temps de l'engagement », in J. Lagroye (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2004, pp. 123-146. Sur l'épineuse question des générations militantes, voir O. Fillieule, « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in *Devenirs militants*, Paris, Belin, 2005.
- 8 Rappelons que c'est en 1991 que sortent les ouvrages de J.-L. Einaudi et de A. Tristan, qui introduisent, pour la première fois, le 17 octobre dans le débat public, cf. B. Gaïti, « Les ratés de l'histoire. Une manifestation sans suite : le 17 octobre 1961 », *Sociétés contemporaines*, 20, 1994, pp. 11-37.
- 9 Sur les lieux dans la protestation, voir D. Mc Adam, S. Tarrow, Ch. Tilly, *Dynamics of Contention*. New York, Cambridge University Press, 2001, pp. 75-78.

tions de l'ère Mitterrand reste à cet égard à faire en prenant en compte la variable de la nationalité.

La disparition de l'URSS et avec elle des équilibres géopolitiques mondiaux issus de la Seconde Guerre mondiale ne fera qu'accélérer le processus. Ses conséquences en terme de modification des rapports de force entre classes sociales suscitent une accélération du processus de mondialisation libérale, c'est-à-dire une course permanente aux économies sur les coûts de main-d'œuvre, c'est-à-dire encore un processus permanent de restructuration. Au chômage succède alors la précarisation, l'ouvrier tend à redevenir prolétaire, l'immigré tend à perdre toutes les stabilités sociales et juridiques acquises auparavant², ses enfants français se socialisent dans un « champ des possibles » fait d'intérim, de petits boulots, de contrats aidés, etc.

Bien entendu le processus décrit ci-dessus touche l'ensemble des milieux populaires mais avec une intensité particulière pour leurs membres issus de l'immigration. Ceux-ci ne font que révéler en le grossissant un processus en œuvre pour l'ensemble des milieux populaires. L'émergence et le développement de la thématique des discriminations ne fait que révéler l'ampleur de ce processus de précarisation. On ne compte en effet plus depuis quelques années les rapports de recherche soulignant les inégalités des chances (dans une même classe sociale) en raison de la simple variable des origines. L'ampleur et la prise de conscience du phénomène par les premiers concernés ne permettent plus la négation de la période antérieure. Aujourd'hui, le discours n'est plus dans le refus de voir la réalité mais il exprime l'impuissance et l'appel à la patience.

Une attention particulière est ici à accorder aux jeunes femmes issues de la colonisation, encore plus touchées par la précarisation. Toute régression sociale se caractérise par un creusement des écarts au sein d'une même classe sociale. Les catégories les plus dominées le deviennent encore plus. Cumulant les discriminations en raison de l'origine et du genre, ces jeunes femmes sont une main-d'œuvre idéale pour l'économie mondialisée. Elles sont encore plus assignées que leurs frères à des emplois précaires et non qualifiés, cumulant plusieurs employeurs, aux horaires découpés, etc.

Ghettoïsation

La précarisation salariale a pour impact territorial la production de ghettos sociaux. La concentration du chômage et de la précarité dans les quartiers populaires cumulée aux discours catastrophistes des médias et du monde politique sur l'insécurité contribuent au mouvement de « fuite de tous ceux qui peuvent encore fuir ». Seuls restent dans les quartiers populaires rebaptisés « cités » ou « banlieues » ceux qui sont assignés par leur condition sociale

à un territoire. Une barrière invisible ou une frontière tend ainsi à se renforcer dans une logique de séparation³ : « barrières physiques, avec des cités excentrées ou enclavées où se trouvent confinés les pauvres, les minorités ethniques ; barrières morales avec la fuite devant tout risque de promiscuité scolaire des enfants de classes moyennes et de pauvres ; barrières politiques, avec le refus croissant de ces minorités ethniques qu'incarne la montée des partis xénophobes⁴ ».

Le processus de ghettoïsation s'est dramatiquement confirmé par le déroulement et le résultat de la dernière campagne présidentielle. Cette campagne s'est centrée sur deux partis pris majeurs : la sécurité et l'appel à une fermeté plus forte des pouvoirs publics à l'encontre des « sauvages » et la promesse d'une « baisse des impôts » comme fondement, le vieux leitmotiv d'une « France qui travaille » et qui en a marre de payer pour les « parasites ». Le résultat de Jean-Marie Le Pen est une illustration supplémentaire de cette logique de séparation à l'œuvre dans notre société.

Le processus de ghettoïsation territoriale et sociale est à son tour productrice d'une séparation scolaire. La carte scolaire est ainsi détournée par trois moyens relevés dans différentes études : l'introduction de la donne scolaire dans le choix résidentiel de ceux qui en ont les moyens, l'usage de dérogations, le recours à l'école privée. Séparés territorialement, les enfants des milieux populaires le sont également scolairement.

Les réponses politiques apportées n'ont fait que renforcer cette logique de séparation. L'ensemble de la politique de la ville se caractérise par un diagnostic à dominante architecturale ou urbanistique. Ce qui ferait problème dans les quartiers populaires ne serait pas la pauvreté et l'inégalité mais l'habitat. Celui-ci serait inhumain, destructeur du lien social et perturbateur de repères socialisants. Une conséquence est ainsi avancée en cause. Le summum de cette logique est atteint par le ministre Borloo qui plaide « pour que chaque maman ait son nid ». Un tel diagnostic oriente les solutions vers la « rénovation », de ce qu'il est désormais convenu d'appeler des « zones ». L'idée d'une mobilité géographique à promouvoir pour les habitants de ces « ghettos » est abandonnée au profit d'une illusoire « mixité sociale », solution pour enrayer le processus de ghettoïsation de ces quartiers.

Ethnicisation

Aux processus de précarisation et de ghettoïsation se rajoute celui de l'ethnicisation. La géographie industrielle désigne les territoires où se sont installés les parents de la génération de la « marche ». Vingt ans après les enfants devenus parents habitent toujours les mêmes territoires alors qu'eux-mêmes sont fuis par une partie des « Blancs⁵ ». Plusieurs facteurs contribuent à l'activation

de ces processus : en premier lieu, l'impact des inégalités économiques et le coût du logement qui affectent en premier les populations issues de la colonisation et conduisent inévitablement à une ethnicisation du marché du logement ; en second lieu, le refus d'une politique volontariste de la répartition des logements sociaux ; en troisième lieu, les fameuses politiques dites de « mixité sociale » qui se traduisent dans les faits par l'exclusion des populations issues de la colonisation du parc social parmi les plus attractifs.

Ces politiques de « mixité sociale » expliquent également l'impossibilité pour de nombreux jeunes couples à accéder à un logement autonome. Trop pauvres pour accéder à un logement dans un autre quartier et trop issus de l'immigration (c'est-à-dire risquant de menacer la mixité sociale qui se révèle ainsi être un quota ethnique) pour obtenir un logement dans le quartier de leur enfance, ces nouveaux couples sont contraints de cohabiter avec leurs parents.

L'ethnicisation, ainsi construite, se retourne ensuite contre les premiers concernés avec d'improbables explications : ce serait par spécificités culturelles et par souci de rester proches de leurs parents que les enfants resteraient sur le lieu de leur enfance et seraient même demandeurs d'une cohabitation ; ce serait par l'absence de valorisation du rôle de l'école de la part des parents que s'expliqueraient les « ghettos scolaires ». Ce culturalisme dominant, autant en vogue à droite qu'à gauche, contribue ainsi à renforcer le processus d'ethnicisation de la vie sociale.

La crise des canaux de l'expression politique :

Nous insistons sur ce triptyque « précarisation-ghettoisation-ethnicisation » parce qu'il est constitutif des difficultés à trouver une expression politique à une révolte légitime. Alors que disparaissent les canaux historiques classiques de l'expression politique populaire, les nouveaux qui tentent de se construire se confrontent à une double contre-tendance : la première, matérielle, renvoie à la précarité des acteurs, empêchant une inscription dans la durée et une dynamique de mobilisation qui dépasse l'échelon local ; la seconde, politique, se traduit par l'instrumentalisation des expériences et de leurs acteurs par les pouvoirs publics. Ces deux contre-tendances sont bien entendu liées : la précarité des acteurs conduit à rendre possible les logiques d'instrumentalisation.

L'épuisement des canaux classiques de l'expression politique populaire :

L'entreprise a évidemment été un des lieux classiques du rapport ouvrier au monde et à la société. L'entreprise a été un des espaces clefs où l'expérience commune conduisait à la production/reproduction d'une identité et d'une culture ouvrière. Pour les nouveaux travailleurs immigrés c'est au sein de

l'entreprise que s'effectuaient les premières socialisations politiques en France. L'adhésion à un syndicat et en particulier à la CGT était fréquente et marquait un premier palier du processus d'enracinement dans une culture de classe. La massification du chômage et la précarité des nouveaux emplois épuisent cette forme d'expression politique populaire. Pour les jeunes Français issus de la colonisation le monde de l'entreprise n'est accessible qu'après une longue période probatoire faite de contrats de courte durée et de stages de formation, ce qui constitue un obstacle à la rencontre avec le syndicat⁶.

Issue de l'entreprise, l'identité ouvrière se déploie dans les autres espaces de vie, c'est-à-dire les quartiers populaires. De multiples associations politiques et/ou religieuses structuraient jusque dans la décennie soixante-dix la quotidienneté populaire. Elles constituaient des espaces de socialisation et d'expérimentation politique. De nombreux acteurs des marches pour l'égalité ont ainsi connu dans leurs trajectoires une association d'éducation populaire, un parti politique (PCF et extrême gauche), une organisation de jeunesse (JOC et JC), les activités des églises catholique ou protestante (A.C.O, Missions protestantes)⁷. Les mutations des quartiers populaires décrites sous le triptyque « précarisation-ghettoisation-ethnicisation » vont susciter un épuisement de ces structures de socialisation politique. Les animateurs de ces associations sont également touchés par ce triptyque et par sa conséquence : la fuite des quartiers populaires. La Marche pour l'égalité survient à un moment clef signifiant le vide désormais installé dans les quartiers populaires en terme de « cadres sociaux et mentaux antérieurs » pour reprendre l'expression d'Olivier Masclat⁸. Elle signifie aussi bien ce vide que la tentative pour en sortir en faisant appel aux pouvoirs publics et au reste de la société.

La peur d'un mouvement autonome et l'instrumentalisation

Nous avons décrit dans deux ouvrages⁹ l'histoire des instrumentalisation qui ont conduit à l'avortement d'un mouvement autonome des jeunes issus de la colonisation au cours de la décennie quatre-vingt. Pour de multiples raisons la gauche au pouvoir a volontairement contribué à empêcher l'expression politique de la révolte légitime des jeunes issus de la colonisation : peur de la montée du Front national et reprise d'une partie de sa thématique pour attirer son électeurat, conversion au libéralisme jugé incontournable économiquement, peur d'un mouvement incontrôlé et jugé incontrôlable du fait de sa radicalisation, etc. La Marche pour l'égalité est ainsi traversée par une contradiction entre les jeunes issus de la colonisation, qui la transforment en instrument de revendications sociales et les « soutiens », qui tendent à l'orienter vers un « rempart contre le FN », c'est-à-dire vers un mouvement sans revendication avec un vague discours sur la tolérance et l'antiracisme. Tel

est le premier rendez-vous manqué avant celui mis justement en évidence par Olivier Masclat.

Le lancement de « SOS Racisme » est le résultat de cette contradiction. Il survient à l'arrivée de la seconde marche « Convergence 84 » c'est-à-dire au moment où se précisent les analyses politiques des marcheurs, où s'expriment les divergences¹⁰, où se définissent des revendications sociales. En parallèle avec cette tentative de substitution¹¹ d'un mouvement national par un autre, se met en place le captage des leaders des associations nées dans le sillage des marches. La précarité aidant, ceux-ci sont largement instrumentalisés par un double moyen : leur recrutement sur des postes de travailleurs sociaux les faisant passer de porte-parole d'une population à un statut d'intermédiaire visant à assurer la paix sociale et l'octroi de subvention visant à déléguer à des associations des missions relevant de la puissance publique. Le nouveau cadre « social et mental » que les marches avaient tenté de produire pour donner un débouché à la révolte légitime était ainsi avorté.

Cette multitude de nouveaux intermédiaires tentera sincèrement de jouer une fonction d'alerte sur la dégradation sociale affectant les jeunes issus de la colonisation. Ils ne seront pas entendus par des élus centrés sur des préoccupations électoralistes, apeurés par la montée du Front national et n'attribuant qu'une fonction de « paix sociale » à ces nouveaux travailleurs sociaux et militants associatifs. Tel est le second rendez-vous manqué que décrit justement O. Masclat : « Mais ces responsables associatifs éprouvent également le sentiment de “se donner pour rien”, selon l'expression de l'un d'entre eux. Voilà près de quinze ans qu'ils sont actifs dans cette association et ils estiment ne pas compter aux yeux des élus (du Parti communiste français, PCF) qui, disent-ils, “utilisent les gens comme nous pour calmer les jeunes, mais au fond n'en ont rien à faire”. À leurs yeux, ces élus devraient au contraire valoriser les habitants qui militent dans leur cité, or “c'est à peine s'ils connaissent nos noms”. Leur engagement n'ayant jamais vraiment été reconnu, le militantisme à la base qu'ils défendaient et représentaient s'est peu à peu dévalué à leurs propres yeux¹² ».

Le militantisme ne s'est pas simplement dévalué à leurs propres yeux mais également aux yeux de la génération des « petits frères et petites sœurs » contribuant ainsi au développement d'attitudes nihilistes et de décomposition. Ainsi, nous sommes en présence de dégâts importants de cette génération de militants soumis à une situation paradoxale avec une critique des élus et des pouvoirs publics sur leur incapacité à contrôler socialement les quartiers populaires et une autre critique des nouvelles générations issues de la colonisation sur leur rôle de « sapeur-pompier » de la révolte. Le réinvestissement par les jeunes de termes usités à l'époque coloniale pour désigner l'élite indigène jugée complice de la domination n'est à cet égard pas anodin. Nous avons ren-

contré au cours de nos enquêtes deux expressions significatives : les « Mesquines » ou « malheureux » d'une part et les « M'turni » ou « retourné » d'autre part. En outre, nous sommes en présence de dégâts humains importants auprès des jeunes issus de la colonisation, notamment avec le développement de la toxicomanie. Il a touché la grande majorité des familles issues de la colonisation, ce qui est à relier à la disparition des canaux de l'expression politique.

L'investissement de l'islam

La décennie quatre-vingt-dix est incompréhensible sans la prise en compte des dégâts humains qui ont caractérisé les années quatre-vingt. Elle s'enclenche dans les quartiers populaires avec un sentiment d'abandon et de négation, une aspiration à la stabilité, une exigence de justice sociale et de dignité, une demande de sens et un besoin de trouver de nouveaux canaux d'espoirs sociaux et d'expression. Pour de nombreux jeunes, l'islam sera investi comme élément de stabilité et de sérénité et comme nouveau canal d'expression face à une négation insupportable. On peut déplorer une telle situation ou s'en féliciter mais on ne peut pas la nier. Des jeunes issus de la colonisation sortent de leur isolement en trouvant un groupe d'appartenance. D'autres en investissant ou réinvestissant l'islam peuvent se libérer de la dépendance à l'alcool ou aux drogues. D'autres encore y trouvent une « sérénité » pour reprendre l'expression la plus fréquemment rencontrée dans nos entretiens. Ceux qui n'arrivent pas à comprendre ces logiques de renouement ou de découverte de l'islam sont ceux qui sous-estiment les dégâts d'une instabilité qui a envahi des quartiers entiers et l'ensemble des sphères de l'existence¹³.

Les réactions politiques face à ces nouvelles postures sont connues : la diabolisation. Les jeunes issus de la colonisation et les affirmations religieuses visibles d'une partie d'entre eux apparaissent comme une aubaine à des gouvernements en panne de projets mobilisateurs et ne proposant comme avenir que la remise en cause des stabilités et des sécurités sociales. Les conditions sont réunies pour que soit enclenché le processus de construction d'un nouvel « ennemi de l'intérieur », une nouvelle « classe dangereuse¹⁴ ». Déjà enclenché par l'action du Front national, le processus de revivification de l'imaginaire colonial se développe. Des logiques, des thèmes, des termes et des grilles d'analyses de la division culturaliste binaire du monde typique de l'inconscient collectif colonial réapparaissent¹⁵. Le racisme peut redevenir respectable à condition qu'il s'argumente de manière culturelle et non biologique. De cette façon les inégalités et dominations sont niées, les dominés sont présentés comme responsables de leur situation et un lien national chauvin peut se consolider contre l'autre diabolisé. La construction d'un « eux » permet de poser un « nous » qui évacue les clivages de classes et les conflits d'intérêts sociaux. Le communautarisme dont

on parle tant est une construction idéologique par en haut, beaucoup plus que l'expression spontanée de mutations de la société civile.

Le besoin urgent de réinvestir le combat politique

À l'issue de cette analyse rapide nous interrogerons trois niveaux qui nous semblent indissociables. Le premier concerne la logique économique qui préside au sort des jeunes issus de la colonisation. Dans une période de remise en cause de l'ensemble des acquis sociaux liés au statut salarial, les plus faibles sont toujours ceux qui payent le plus les restructurations et les nouveaux modes de gestion de la force de travail. À côté des sans-papiers, les jeunes issus de la colonisation forment l'idéal-type de la main-d'œuvre flexible que réclame le marché. Les sans-papiers forment la source externe de ces nouveaux travailleurs, alors que les jeunes issus de la colonisation en forment la source interne. De la même façon que l'esclavagisme a déterminé le devenir des descendants d'esclaves jusqu'à aujourd'hui, le colonialisme détermine l'avenir de ses descendants. Sans-papiers et jeunes issus de la colonisation tendent à se transformer en caste sociale à l'intérieur de la classe ouvrière, qui assigne ses membres à un destin. Bien entendu ce schéma à base de caste sociale n'a de sens que de manière diachronique, il prendra fin le jour où l'ensemble du monde du travail sera contraint à accepter les conditions de la flexibilité maximale, de la précarité absolue, de l'insécurité sociale, de la déqualification, etc. Dans la phase actuelle de la mondialisation le problème du capital n'est pas la pénurie de main-d'œuvre mais celle d'une main-d'œuvre contrainte à accepter n'importe quelle condition de vente de sa force de travail. Les sans-papiers et les jeunes issus de la colonisation jouent ainsi une fonction de révélateur de ce qui est envisagé pour l'ensemble du monde du travail. L'ethnisation et la racialisation de certains emplois et de certains secteurs économiques sont selon nous un passage logique d'une précarisation généralisée du monde du travail.

Mais se contenter d'une analyse en terme de « diviser pour régner » ne suffit pas. Notre second niveau d'interrogation est celle de la frontière qui tend à se constituer. Celle-ci tend à se présenter comme « normale » et légitime du côté du groupe majoritaire et à s'intérioriser comme « maximum possible » du côté du groupe minoritaire. Nous sommes bien au cœur d'un rapport social dans lequel chaque acteur contribue à la reproduction d'un rapport de domination. Les dominés eux-mêmes finissent par transformer une contrainte en choix en intériorisant une limitation du champ des possibles dans leurs trajectoires sociales et professionnelles. Cette seconde interrogation nous conduit à un autre questionnement : à qui s'adressent actuellement les discours concernant les jeunes issus de la colonisation ?

Nous pensons que ce discours s'adresse essentiellement au groupe majoritaire dans l'objectif de constitution d'une mentalité de « petit blanc » comme à la belle époque coloniale. À défaut d'offrir stabilité et sécurité sociale, les gouvernements libéraux tentent de produire un sentiment de supériorité et de valorisation de soi par le biais d'une mise en scène idéologique. Construire une « unité nationale » qui dépasse les classes sociales en construisant un « autre » en difficulté d'intégration ou constituant un danger pour la République, est un autre point de ressemblance avec l'époque coloniale. C'est la raison pour laquelle nous parlons de la construction d'un « racisme respectable » autorisant des attitudes et des postures jusque-là positionnées dans l'impossible et l'inacceptable.

Face à ce contexte, il est évident que le combat politique, c'est-à-dire l'inverse de la place assignée et de l'intériorisation du stigmate, est le seul chemin efficace disponible. Un tel chemin suppose des tâches spécifiques aux membres des groupes minoritaires et des progressistes du groupe majoritaire. Pour les premiers il est nécessaire de parvenir à une expression nationale et à forte visibilité sociale de revendications à base sociale et politique. Il s'agit de refuser de se laisser enfermer dans des débats culturalistes et/ou essentialistes dans lesquels ils acceptent une place d'un « autre » différent. Les seconds ont également un rôle crucial. Il s'agit pour les membres progressistes du groupe majoritaire de prendre une parole de refus des inégalités et des dominations en rompant entièrement avec les logiques intégrationnistes et culturalistes qui sous-tendent malheureusement encore beaucoup des analyses et des prises de paroles. Ces deux expressions sont nécessaires pour re-politiser un débat qui est culturalisé de manière non innocente.

Sans cette double expression s'entraînant dialectiquement l'une l'autre, il faudra se résoudre à une montée d'une mentalité de petit blanc qui s'exprimera dans les urnes et qui invalidera les luttes sociales nécessaires pour inverser le cours libéral actuel. Nous sommes à un tournant social et politique de la société française. Deux hypothèses sont envisageables. Soit nous parvenons à resituer le débat et les revendications sur le terrain social et politique. Soit nous serons dans une situation similaire à celle des États-Unis dans lesquels la hiérarchie des couleurs et l'héritage esclavagiste (en ce qui nous concerne l'héritage colonial) s'inscrira dans des systèmes de production et de reproduction pour donner naissance à une hiérarchie sociale. Il y a plus de vingt ans les « marcheurs de l'égalité » tentaient de politiser et de visibiliser un débat occulté. Cette démarche reste d'une étonnante modernité.

Matthieu Giroud

Doctorant en géographie, laboratoire Migrinter, université de Poitiers

« Résister en habitant » : les luttes dans des quartiers populaires à l'épreuve du renouvellement urbain

Cet article propose à la fois un questionnement théorique et quelques matériaux empiriques interrogeant la manière dont sont saisis les changements brutaux résultant d'opérations de renouvellement urbain par les populations « en place ». La démarche défend le rôle d'acteur socio-spatial de l'habitant dans la production de son espace de vie quotidien même lorsque celui-ci s'inscrit dans un contexte de bouleversements importants. Par ses pratiques, individuelles ou collectives, l'habitant peut créer de l'imprévisible et des significations propres à détourner certaines appropriations des lieux imposées par l'intervention.

Il est encore des quartiers dits populaires dans les secteurs anciens centraux ou péri-centraux des villes. Le qualificatif de populaire appliqué à ces quartiers évoque une concentration et une présence d'individus aux revenus peu élevés ainsi que le marquage dans les lieux d'une précarité économique et sociale. Cette présence actuelle se nourrit souvent d'une mémoire collective passée, fondée sur un développement économique industriel, un peuplement ouvrier aux sociabilités et aux lieux de pratiques bien identifiés. Si cette appellation renvoie à des faits et des processus identifiables, elle peut être aussi vue comme le produit d'un discours.

L'héritage industriel et ouvrier de tels espaces devient en effet, dans de nombreuses villes, une véritable aubaine en tant qu'il représente désormais une ressource foncière, spatiale et sociale. Le quartier populaire, s'il répond à des normes de localisation, d'accessibilité, et de formes d'habitat suffisantes, devient une réelle « marque de fabrique » susceptible d'attirer de plus en plus d'individus issus des couches sociales les plus favorisées. Le « populaire » est identifié à des valeurs, dont certaines sont créées de toutes pièces et fantasmées, qui renvoient à des modes de vie et à des registres de pratiques socio-spatiales particulières. Le cosmopolitisme, la diversité, la mixité, la solidarité, la tolérance, l'interconnaissance sont des notions mobilisées pour composer

- 1 Il convient de jeter un regard critique sur une proposition « antiraciste » fréquente : « les immigrés prennent le travail que les Français ne veulent plus ». La question n'est en effet pas ici celle de la volonté mais celle d'un fonctionnement systémique assignant les travailleurs immigrés à certains emplois en raison des économies sur les coûts de main-d'œuvre. Il était plus simple d'être embauché dans l'automobile et dans les mines au cours des décennies soixante et soixante-dix lorsqu'on était immigré que lorsque l'on était français de nationalité.
- 2 La remise en cause de la carte de dix ans par Chevènement est symbolique dans la mesure où elle replonge l'immigration dans un « provisoire » permanent.
- 3 Cf. Le dernier ouvrage de J. Donzelot, C. Mével, A. Wyvekens : *Faire société. La politique de la ville aux États-Unis et en France*, Paris, éd. du Seuil, 2003, 363 pages.
- 4 J. Donzelot, *Territoire et processus discriminatoire, actes de la campagne régionale de lutte contre les discriminations*, Lille, 2004, p. 138.
- 5 Nous reprenons à dessein cette expression des jeunes issus de la colonisation. Avec d'autres comme « gaulois », « fromages », « çaisfran », etc., elle souligne l'ampleur de cette ethnicisation du territoire et des consciences. Ces expressions sont produites par un réel en cours d'ethnicisation.
- 6 Il faut constater que de nombreux dirigeants de luttes syndicales ouvrières (Metaleurop, Mac Do, mouvement des chômeurs, etc.) sont issus de la colonisation. L'absence de mobilisation collective nationale ne doit donc pas nous faire conclure à une « disparition des militants ». Elle souligne simplement que l'exclusion de l'entreprise rend encore plus difficile l'accès à une expression politique.
- 7 Le constat d'une crise profonde, conduisant fréquemment à la rupture entre ces structures et les jeunes issus de la colonisation, n'enlève rien au rôle de socialisation politique que permettait cette irrigation associative et politique des quartiers populaires. Elle souligne simplement une contradiction profonde au sein des classes populaires : l'intériorisation par ces structures d'une vision paternaliste à connotation culturaliste et coloniale et le refus de celle-ci par les nouvelles générations de Français issues de la colonisation.
- 8 Olivier Masclat, *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, 2003.
- 9 Saïd Bouamama, *Dix ans de marche des Beurs, chronique d'un mouvement avorté*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994 et *Contribution à la mémoire des banlieues*, Paris, éd. du Volga, 1996.
- 10 Rappelons à cet égard que le discours final de Convergence 84 est une dénonciation du « paternalisme » de la gauche politique et associative et un appel à la jonction des luttes avec les autres catégories dominées de la société.
- 11 L'objectif premier de SOS a été de capter la visibilité (et son impact symbolique et politique) acquise par les marches. L'opération a largement réussi comme en témoignent certains articles de presse au moment du vingtième anniversaire de la marche en l'attribuant à SOS Racisme.
- 12 Olivier Masclat, « Le rendez-vous manqué de la gauche et des cités », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2004.
- 13 Cette sous-estimation de la domination conduit à des grilles d'analyse ne s'intéressant qu'à l'offre et sous-estimant le développement de la demande. On s'intéressera ainsi à l'arrivée de prédicateurs sans s'interroger sur les raisons de leurs succès. Nous pensons au contraire que la décennie quatre-vingt-dix se caractérise par un développement important de la demande religieuse.
- 14 *L'Affaire du foulard islamique – La production d'un racisme respectable*, Roubaix, éditions du Geai Bleu, 2004.
- 15 Ainsi en est-il de la division trinitaire des populations issues de la colonisation : une masse à réprimer où à civiliser, une élite à valoriser et à mettre en scène et des femmes à émanciper avec ou contre leur gré.